La Grande Conversation

*La revue de **Terra Nova***

Après l'affaire Starlink, qui est assez stupide pour acheter des armes américaines ?

Monde

Par Jean-Louis Missika

Responsable éditorial de La Grande Conversation

Publié le 3 novembre 2026

Depuis son premier mandat, Donald Trump met les Européens sous pression pour les contraindre à développer leur budget militaire. La volonté américaine de retrait de l'Europe apparaît désormais acquise, ce qui doit pousser les Européens à prendre en charge leur propre défense. Pourtant, Washington compte encore préserver ses ventes d'armes et son contrôle sur l'Otan, comme le rappellent quelques épisodes récents.

Le 14 octobre, sans préavis, les terminaux Starshield, la version militaire de Starlink, cessent de fonctionner en Ukraine dès qu'ils se déplacent à plus de 161 kilomètres à l'heure. Ce bridage avait pour seul objectif

d'empêcher le fonctionnement des drones intercepteurs et les drones d'attaque ukrainiens. Et cela a provoqué la mort de centaines de civils ukrainiens. La même semaine, Donald Trump conclut avec Vladimir Poutine un accord sur le diesel russe, suspend les sanctions de la loi Graham et exige de Kiev l'arrêt des frappes sur les raffineries russes,[1] pendant que Moscou détruit les centrales électriques ukrainiennes. Les masques tombent, le soutien de Trump à Poutine est exhibé et la volonté d'affaiblir l'Ukraine est assumée. Il semble que l'idée de brider Starshield venait d'Elon Musk et que Donald Trump l'a validée. Elon Musk a donné successivement deux explications différentes de la décision : le 14 octobre, il tweete « toute limitation de vitesse ou d'usage est décidée par l'armée américaine et, in fine, par le président » ; le 24, une fois le bridage levé, il revendique de l'avoir lui-même imposé à une Ukraine qui aurait détourné « un système civil, et non un moyen de tuer ».[2]

Ce n'est pas la première fois que les Etats-Unis empêchent l'Ukraine d'agir. Joe Biden a interdit pendant deux ans l'emploi des armes américaines contre le territoire russe, avant d'autoriser au compte-gouttes l'usage des ATACMS. Les Tomahawk ont été refusés deux fois, par Biden puis par Trump.[3] En mars 2025, Trump a suspendu l'aide et le renseignement pour contraindre Kiev à négocier ; en juillet, il a gelé les livraisons de Patriot et d'obus. Aujourd'hui, des Patriot payés par les Européens à travers le mécanisme PURL ne sont pas livrés : « Ce n'est pas un problème technique », constate Volodymyr Zelensky, qui reçoit douze intercepteurs par mois, le quart du rythme de l'ère Biden.[4] Les alliés ne sont pas mieux traités. La Suisse a payé cinq batteries Patriot en 2022 ; Washington a repoussé leur livraison à 2034 et, quand Berne a gelé ses paiements, Washington s'est servi sur ses acomptes du programme F-35.[5]

La dépendance ne se limite pas aux interdictions et aux bridages, La maintenance des armements permet aussi de tenir

les acheteurs en laisse. Le Pentagone jure que le F35 ne comporte aucun « interrupteur » permettant de le clouer au sol à distance ; c'est sans doute vrai parce que ce n'est pas nécessaire. L'avion ne vole pas sans pièces détachées américaines, sans mises à jour logicielles américaines, sans les données de mission produites sur la base d'Eglin, en Floride.[6] La réglementation ITAR étend cette dépendance aux armes européennes : en 2018, le refus de réexporter une puce du missile SCALP a gelé une vente de Rafale à l'Égypte, et Florence Parly, ministre de la Défense à l'époque, a reconnu devant les députés que la France était « dépendante de ce mécanisme ».[7] « L'Europe va devoir accepter une certaine dépendance aux États-Unis », c'est ce qu'a dit le directeur européen de Palantir, Louis Mosley, le 22 octobre 2026.[8] Quand le directeur régional d'une firme américaine formule les choses de façon aussi crue, il faut comprendre que, du point de vue américain, cette dépendance est une évidence et qu'elle est non négociable.

La stratégie américaine à l'égard de l'OTAN est une combinaison mortelle pour l'Europe : un désengagement en matière d'effectifs, un maintien du contrôle sur le commandement, un transfert du fardeau financier vers les budgets de défense européens et une obligation d'acheter américain sous peine de représailles. Le désengagement est déjà entamé : une brigade a quitté la Roumanie, 5 000 soldats ont quitté l'Allemagne, et le Pentagone étudie le retrait d'un tiers de ses effectifs en Europe. Le commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR) est toujours un général américain. En juillet 2025, le sinistre accord commercial de Turnberry stipule que l'Union « prévoit d'augmenter substantiellement » ses achats d'armes américaines et, en février 2026, le département d'État et le Pentagone ont menacé de représailles toute préférence européenne dans les marchés d'armement.[9] Tous ces éléments s'inscrivent dans la stratégie que le sous-secrétaire à la Guerre, Elbridge Colby a exposée en février aux ministres de la Défense de l'OTAN : une « OTAN 3.0 » où l'Europe assume la « responsabilité première »

de sa défense conventionnelle avec des armes américaines.[10] Les chiffres montrent que les pays européens de l'OTAN continue à acheter américain : 58 % de ses importations d'armes viennent des États-Unis, selon le SIPRI.[11] Il n'y a effectivement pas d'équivalent européen du Patriot à l'échelle requise, pas d'avion furtif disponible, pas de constellation IRIS² avant 2029, mais c'est précisément le résultat catastrophique de trente ans d'achats sur étagère. Chaque contrat signé aujourd'hui avec Raytheon ou Lockheed Martin ne fait que prolonger une situation dangereuse pour la sécurité de l'Europe. Cette dépendance à l'égard des armements américains est d'autant plus absurde que le Pentagone s'avère incapable de s'adapter rapidement à la nouvelle donne stratégique créée par la dronisation de la guerre en Ukraine, comme son fiasco en Iran l'a montré[12]. Cette mutation technologique brutale du champ de bataille est une opportunité exceptionnelle pour les pays européens de définir une nouvelle stratégie de défense qui l'émancipe de sa dépendance américaine. La guerre des drones a déplacé la puissance militaire des stocks et des armements lourds et sophistiqués vers la capacité de produire vite des armements légers et low cost, ce qui rend la substitution moins coûteuse qu'on ne le pense.[13] Une armée qui achète ses armes au lieu de les fabriquer dépend de son fournisseur dès que la guerre commence,[14] et son fournisseur peut la trahir, comme Les Etats-Unis viennent de trahir l'Ukraine en la privant de l'accès à Starlink.

Un dirigeant européen qui signe aujourd'hui un contrat d'armement américain achète un matériel dont l'emploi, la maintenance et le réapprovisionnement resteront soumis à une autorisation que Washington vient de refuser, en pleine guerre, à un pays attaqué. Si l'Europe ne s'autonomise pas de l'industrie de défense américaine, elle se suicide.

Notes

① Council on Foreign Relations, « Trump's Russian Diesel Deal Explained », October 2026.

② Elon Musk sur X, 14 octobre 2026 ; puis 24 octobre 2026 : « L'armée ukrainienne a violé les conditions d'utilisation de Starlink et l'a utilisé pour des frappes de drones offensives destinées à tuer. Cette faille a été fermée la semaine dernière ».

③ Refus de Joe Biden en octobre 2024 (*The New York Times,* 29 octobre 2024) ; refus de Donald Trump le 17 octobre 2025, alors que le Pentagone avait jugé le transfert sans effet sur les stocks américains (Axios, 17 octobre 2025).

④ « Zelensky says US approved only part of Patriot missile deliveries », *The Kyiv Independent*, 18 October 2026.

⑤ Communiqué du Département fédéral de la défense suisse, 17 juillet 2025 ; « US circumvents Swiss payment freeze for Patriot air defence system », *Swissinfo*, 2026.

⑥ Le F-35 Joint Program Office a démenti l'existence d'un « kill switch » en mars 2025. Mais, comme le note Stacie Pettyjohn (Center for a New American Security), bloquer la livraison des pièces de rechange, les mises à jour logicielles et le soutien américain « paralyserait rapidement n'importe quel escadron allié de F-35 » (*National Security Journal*, 2025).

⑦ « Les États-Unis bloqueraient la vente de Rafale supplémentaires à l'Égypte », *L'Usine nouvelle*, 1er mars 2018 ; audition de Florence Parly devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale, 2018.

⑧ « Europe Should Accept Reliance on US Tech, Palantir's Mosley Says », *Bloomberg*, 22 October 2026.

⑨ Déclaration conjointe États-Unis–Union européenne sur l'accord commercial, 21 août 2025, point 7 ; contribution conjointe du département d'État et du Pentagone à la consultation de la Commission européenne sur les marchés de défense, février 2026 (*Eunews*, 20 février 2026).

⑩ Bruno Tertrais, « OTAN 3.0 : la doctrine Colby pour refondre l'Alliance atlantique », *Le Grand Continent*, 13 février 2026.

⑪ SIPRI, Trends in International Arms Transfers, 2025, March 2026.

⑫ Phillips P. O'Brien, « Le fiasco américain au Proche-Orient », *La Grande Conversation*, 18 septembre 2026.

⑬ Pour plus de détails, voir Jean-Louis Missika et François Véron, « Le dilemme des industries de défense », *La Grande Conversation*, octobre 2026.

⑭ Phillips P. O'Brien, « Why Buying Weapons Is So Dangerous: A Saudi Case Study », Phillips's Newsletter, 14 September 2026.